

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article9703>

Des fonds français pour le Hamas ?

- Terrorisme - International -



Date de mise en ligne : mercredi 14 janvier 2009

Spyworld Actu

Des associations sont soupçonnées d'apporter un soutien financier aux islamistes de Gaza. Mais, dans l'Hexagone, la cause palestinienne ne suscite pas de vocation guerrière.

Chèques, promesses de dons, virements postaux... Le déclenchement de [l'opération israélienne](#) dans [la bande de Gaza](#) a eu, en France, un effet immédiat : le Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP) a vu sa collecte de fonds prospérer plus vite qu'à l'ordinaire.

Depuis au moins trois ans, l'association loi 1901, dont le siège est à Paris, réunit chaque année environ 5 millions d'euros. L'argent est ensuite transféré en Egypte, où une autre association s'occupe de l'affecter à des projets humanitaires à Gaza, ainsi que dans les camps palestiniens au Liban.

Seulement voilà : ni Israël ni les Etats-Unis ne croient à cette version. Pour les deux alliés, le CBSP est un financier occulte du Hamas, actuellement en guerre avec l'Etat hébreu. Ils l'ont d'ailleurs classé au nombre des organisations terroristes. George W. Bush lui-même a cité comme telle l'association installée en France dans un discours officiel en 2003.

Signalé au service antiblanchiment

De ce côté-ci de l'Atlantique, le CBSP a aussi fait l'objet de soupçons. Mais ils n'ont jamais été confirmés. Fondé en 1990 à Nancy par deux étudiants palestiniens, le comité dispose de bureaux à Lille, à Lyon et à Marseille. En 2001, le Crédit Lyonnais, qui était alors sa banque, avait signalé à deux reprises à Tracfin, le service antiblanchiment du ministère de l'Economie et des Finances, des mouvements de fonds suspects. Les vérifications n'ont pas abouti à la découverte de la moindre infraction. Elles n'avaient eu qu'une conséquence : le CBSP avait claqué la porte du Crédit lyonnais pour rallier La Poste !

"Ces accusations sont incroyables, affirme le porte-parole du comité, Youcef Benderbal. Nous n'avons aucun lien organique [ni avec le Hamas](#) ni avec le Fatah. Nous effectuons un travail humanitaire. Nous venons de débloquer 500 000 euros pour les hôpitaux de Gaza. Et les camions de médicaments sont stoppés à la frontière égyptienne, alors que la situation est catastrophique."

L'intérêt porté par les services de renseignement français aux associations caritatives musulmanes d'aide aux Palestiniens s'est renforcé depuis le début de la décennie. Quand, en 2001, George W. Bush a gelé leurs avoirs sur le territoire américain, l'Europe - la Grande-Bretagne et la France, au premier chef - est devenue la principale zone de collecte de fonds. Selon Antoine Sfeir, directeur des Cahiers de l'Orient, "au lendemain de la guerre du Golfe, en 1993 et 1994, près de 30 % des fonds collectés par le Hamas provenaient déjà de France".

Le Hamas mène une lutte nationale

Pour autant, le Hamas, ainsi que l'ensemble des groupes palestiniens en conflit avec Israël, n'est pas considéré comme une menace directe pour la France. "Il ne prône pas un djihad global, tel Al-Qaeda, explique un spécialiste des services. Sa lutte est d'abord nationale. Les attentats suicides visent uniquement le territoire israélien."

En dépit des images du conflit en provenance de Gaza, la cause palestinienne ne semble pas non plus susciter de

Des fonds français pour le Hamas ?

vocation guerrière en France, à la différence de l'Afghanistan et de l'Irak. Au cours des derniers mois, les services de renseignement français ont eu connaissance d'un seul cas : [celui de deux frères arrêtés en Egypte en mars 2008](#). L'un d'eux était soupçonné de vouloir rejoindre les combattants palestiniens à Gaza. Il a été expulsé. Mais, à son retour en France, il n'a pas été poursuivi.

Post-scriptum :

<http://www.lexpress.fr/actualite/mo...>